



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Ecologie-et-capitalisme>

Ecologie et capitalisme : inconciliables

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2010 - N° 1112 - août-septembre 2010 -

Date de mise en ligne : vendredi 10 septembre 2010

Date de parution : août 2010

Description :

Guy Evrard discute de la récupération de l'écologie par le capitalisme, en "confrontant" André Gorz et Nicholas Stern.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le Monde Diplomatique d'avril 2010 reprenait en pleine page un texte visionnaire d'André Gorz, paru en 1974, qui anticipait la récupération finale de l'écologie par le capitalisme, au terme d'une longue période d'indifférence, puis d'opposition. Nous y sommes, en effet. Pour Guy Evrard cependant, la mise en scène politique et médiatique du "développement durable", notamment depuis la publication en 2006 du rapport Stern sur le coût du réchauffement climatique, masque en réalité dans notre pays l'incapacité de la plupart des forces qui s'opposent au capitalisme à penser la question sociale et la question environnementale sur la même échelle de temps et donc à admettre leur interaction profonde. André Gorz en avait pourtant poursuivi l'analyse et nous devrions aujourd'hui y puiser des arguments.

« Seule une écologie socialiste... »
René Dumont [✱]

André Gorz a longtemps stimulé la réflexion des rédacteurs et des lecteurs de La Grande Relève et, sans doute, à force de discuter les idées, n'est-il pas exagéré de dire qu'un lien affectif s'était établi, comme le laisse entrevoir le numéro spécial de la GR publié à la mort du philosophe en 2007 [1]. En témoigne aussi la participation de Marie-Louise Duboin à l'ouvrage collectif posthume consacré à ce "penseur pour le 21ème siècle" [2]. Pour nous qui ne l'avons pas connu et qui avons besoin de découvrir son oeuvre, le numéro d'avril du Monde diplomatique [3] nous fournit l'occasion d'approcher une idée force d'André Gorz, celle de l'écologie émancipatrice, comme Jean-Marie Durand en reprend l'expression dans un article de la revue Les Inrockuptibles, reproduit dans la GR [4].

Pris ainsi à témoin par Le Monde diplomatique de l'analyse visionnaire d'André Gorz, au travers de cet article qui avait été placé en introduction du recueil Ecologie et politique publié en 1975, nous devons cependant constater que la vision d'une écologie émancipatrice n'a toujours pas inspiré cette nouvelle utopie dont manquent les peuples qui veulent s'affranchir aujourd'hui du capitalisme. Certes, André Gorz n'a jamais sous-estimé la capacité de celui-ci à lever les obstacles et même à en tirer profit, dans sa logique propre, pour durer et continuer d'étendre son emprise.

Les travaux de Nicholas Stern, ancien économiste en chef et vice-président de la Banque mondiale, mandaté ensuite par Tony Blair, alors à la tête de l'exécutif de Grande-Bretagne, pour évaluer les conséquences économiques du réchauffement climatique (voir le rapport Stern publié en 2006 [5]), aujourd'hui conseiller spécial en économie du développement et des changements climatiques, parcourant la planète, nous fournissent peut-être les clés de la stratégie des forces économiques et politiques décidées à préserver leur domination. Une opportunité nous a d'ailleurs été offerte de mieux en appréhender l'analyse, grâce à un cycle d'enseignement dispensé par Nicholas Stern au Collège de France, au cours du premier semestre 2010 [6].

Il semble ainsi évident que le capitalisme peut, selon les circonstances, user d'une stratégie d'attaque frontale contre les populations, comme c'est le cas actuellement sous le prétexte de la crise économique consécutive à la crise financière qu'il a lui-même provoquée, ou d'une stratégie plus conciliante, sous des apparences humanistes, par le recours à la social-démocratie. C'est dans cette dernière voie que s'inscrit l'action de Nicholas Stern, faite de compétence, de pragmatisme, de diplomatie et sans doute de conviction. En tout cas, capable de convaincre très largement et de détourner beaucoup de citoyens de remises en cause plus intransigeantes du capitalisme. Tentons donc de "confronter" André Gorz et Nicholas Stern.

André Gorz et la vision d'une écologie émancipatrice

Dans l'article de 1974, la notion d'écologie émancipatrice n'est pas, me semble-t-il, aussi explicite que l'affirme Jean Zin [7], et André Gorz subordonne encore la question environnementale à un changement préalable de la société, en posant d'emblée la question : « Que voulons-nous ? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, par là même, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature ? Réforme ou révolution ? ». Il en fait d'ailleurs la démonstration économique : la prise en compte des contraintes écologiques dans le système capitaliste conduit à une augmentation simultanée du capital investi, du coût de reproduction de celui-ci et des coûts de production, sans augmentation correspondante des ventes. Par conséquent, ou bien le taux de profit baisse, ou bien le prix des produits augmente. La firme cherchera évidemment à relever ses prix de vente ». Mais seulement dans les limites qu'autorise la concurrence, avec finalement pour conséquence : « les prix tendront à augmenter plus vite que les salaires réels, le pouvoir d'achat populaire sera donc comprimé et tout se passera comme si le coût de la dépollution était prélevé sur les ressources dont disposent les gens pour acheter des marchandises. La production de celles-ci tendra donc à stagner ou à baisser ; les tendances à la récession ou à la crise s'en trouveront aggravées ». Pour conclure : « Dans le cadre de l'actuel mode de production, il n'est pas possible de limiter ou de bloquer la croissance tout en répartissant plus équitablement les biens disponibles ». Cette vérité est, aujourd'hui encore et dans le meilleur des cas, celle des forces politiques qui s'opposent au capitalisme dans notre pays : il faut d'abord changer de système ! Ce qui revient à remettre à plus tard la recherche de nouvelles motivations et l'élargissement du contenu des luttes sociales pour, justement, changer de système. Pourtant, c'est bien dès maintenant à tous les citoyens de réfléchir à l'avenir de notre planète et non pas aux seules forces dominantes, quelle que soit leur légitimité.

Depuis 1974, les contraintes liées à la finitude de la planète ont émergé dans le débat public. Et, sans doute indépendamment, André Gorz a cherché à dépasser le dilemme précédent. Dans un ouvrage posthume, *Ecologica* [8], qui reprend différents écrits que l'auteur avait rassemblés peu de temps avant sa disparition, on comprend effectivement l'analyse de Jean Zin dès le texte d'introduction *L'écologie politique, une éthique de la libération*, un entretien paru en 2005 : « En partant de la critique du capitalisme, on arrive donc immanquablement à l'écologie politique qui, avec son indispensable théorie critique des besoins, conduit en retour à approfondir et à radicaliser encore la critique du capitalisme. Je ne dirais donc pas qu'il y a une morale de l'écologie, mais plutôt que l'exigence éthique d'émancipation du sujet implique la critique théorique et pratique du capitalisme, de laquelle l'écologie politique est une dimension essentielle ». L'écologie participe donc bien de l'analyse critique du capitalisme, tout comme l'injustice sociale, et doit à ce titre trouver toute sa place dans les motivations de lutte pour changer l'organisation de la société. Isoler la dimension écologique risque de conduire à d'autres orientations du mouvement écologique, comme le souligne André Gorz : « Si l'on part en revanche de l'impératif écologique, on peut aussi bien arriver à un anticapitalisme radical qu'à un pétainisme vert, à un écofascisme ou à un communautarisme naturaliste. L'écologie n'a toute sa charge critique et éthique que si les dévastations de la Terre, la destruction des bases naturelles de la vie sont comprises comme les conséquences d'un mode de production (...). Je tiens donc que la critique des techniques dans lesquelles la domination sur les hommes et sur la nature s'incarne est une des dimensions essentielles d'une éthique de la libération ». Cependant, André Gorz ne manque pas d'ajouter : « Le socialisme ne vaut pas mieux que le capitalisme s'il ne change pas d'outils ». Allusion au productivisme, qui consiste en « des moyens de domination par la division, l'organisation et la hiérarchisation des tâches », mécanisme de l'aliénation développé par le capitalisme, mais que la propriété collective des moyens de production et/ou le capitalisme d'état ont continué d'entretenir dans les pays qui ont fait l'expérience d'un socialisme autoritaire.

Le philosophe décrit à l'opposé l'économie de la connaissance comme « une économie de la mise en commun et de la gratuité, c'est-à-dire le contraire d'une économie ». En effet, « Il est impossible de mesurer le travail qui a été dépensé à l'échelle de la société pour les produire (les connaissances). Car elles sont produites de façon diffuse partout où les hommes interagissent, expérimentent, apprennent, rêvent. (...) La valeur d'une connaissance s'y mesure non en argent mais par l'intérêt qu'elle suscite, la diffusion qu'elle reçoit. (...) Sa valeur d'échange tend vers zéro quand elle est librement accessible ». C'est bien le cadre de travail habituel des scientifiques, mais que la pratique des brevets en milieu concurrentiel ramène alors dans le champ capitaliste.

Or, pour se développer, l'écologie a un formidable besoin de connaissances scientifiques, avec maintenant le risque d'assujettir la démarche politique à un nouveau dogmatisme. Aussi, dans le troisième texte d'Ecologica, non daté et intitulé L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation, André Gorz tient à préciser d'emblée : « Selon qu'elle est scientifique ou politique, l'écologie recouvre deux démarches distinctes quoique interconnectées qui traduisent l'ambiguïté de la question écologique. En effet, « En tant que science, l'écologie fait apparaître la civilisation dans son interaction avec l'écosystème terrestre, c'est-à-dire avec ce qui constitue la base naturelle (...) de l'activité humaine. Mais, « à partir du moment où l'impératif écologique est pris à leur compte par les appareils de pouvoir, il sert à renforcer leur domination sur la vie quotidienne et le milieu social ». Et se traduit, « dans le cadre de l'industrialisme et de la logique de marché, par une extension du pouvoir techno-bureaucratique.(...) Or, cette approche (...) abolit l'autonomie du politique en faveur de l'expertocratie, en érigeant l'Etat et les experts (...) en juges des contenus de l'intérêt général et des moyens d'y soumettre les individus ».

Alors que pour André Gorz philosophe, « la nature dont le mouvement (écologique) exige la protection n'est pas la nature des naturalistes ni celle de l'écologie scientifique : c'est fondamentalement le milieu qui paraît naturel parce que ses structures et son fonctionnement sont accessibles à une compréhension intuitive ; parce qu'il correspond au besoin d'épanouissement des facultés sensorielles et motrices ; parce que sa conformation familière permet aux individus de s'y orienter, d'interagir, de communiquer spontanément en vertu d'aptitudes qui n'ont jamais eu à être enseignées formellement. (...) Le problème qui se pose à l'écologie politique est donc celui des modalités pratiques qui permettent la prise en compte des exigences de l'écosystème par le jugement propre d'individus autonomes, poursuivant leur propre fin au sein de leur monde vécu (...). Ce n'est là rien d'autre que le problème de la démocratie ». Quelle force pourrait puiser notre utopie dans cette vision de l'humanité, de sa place et son action sur la planète

Nicholas Stern à la recherche d'une éthique de l'économie libérale

« Le changement climatique est l'échec le plus grand du marché que le monde ait jamais connu et il a une action réciproque sur les autres imperfections du marché ». Cette sentence est extraite du rapport Stern [5]. Le marché est donc bien tenu pour responsable des graves désordres écologiques, mais il n'est pas remis en question comme moteur de l'économie. Mieux, il serait amendable en créant les conditions d'une nouvelle croissance ! Nicholas Stern offre ainsi probablement le meilleur visage du libéralisme anglo-saxon. Face au chaos où risquent de nous entraîner les conséquences du réchauffement climatique, en redessinant la carte des terres habitables et en obligeant à redéfinir les modes de vie, il clame avec conviction : « Nous avons l'opportunité de redéfinir le développement (...) et d'en faire une chose bien plus séduisante que ce que nous avons connu dans le passé. En outre, la transition vers une croissance sobre en carbone pourrait bien s'avérer être la période la plus dynamique et passionnante de l'histoire mondiale ». Que la crise globale soit le signal pour inventer enfin un nouveau monde, nous n'avons cessé de le répéter, mais nous savons bien que la croissance pour l'accumulation du capital, fut-elle verte, conduira toujours aux mêmes effets dévastateurs.

Néanmoins, prendre conscience, par exemple, du scandale qui consiste à brûler en un siècle et demi les réserves d'hydrocarbures (pétrole et gaz) parce que c'est de l'énergie concentrée à bon marché, avec l'incidence que l'on sait sur notre mode de vie, sur le climat et l'environnement, alors qu'elles constituent en même temps des ressources incomparables pour la chimie et qui auraient pu durer beaucoup plus longtemps en les gérant à bon escient, devrait aussi nous aider à avancer.

Le Collège de France n'est pas une arène politique. Les échanges qui suivent les cours y prennent donc la forme d'un questionnement ouvert :

Monsieur le Professeur,

...Il me semble ... que des contradictions sont restées dans l'ombre et votre réponse ne m'a pas convaincu à la question que je vous avais posée sur la capacité réelle du marché à satisfaire les exigences d'éthique nécessaires à une solution juste et équitable de la question climatique. ...

J'ai ainsi noté que vous appréciez le sérieux qui préside aux engagements que prendra la Chine, puisque ceux-ci seront inscrits dans le plan quinquennal et auront donc force de loi. Mais, dans le même temps, vous considérez que l'économie de marché est à même de répondre aux contraintes éthiques et demeure plus satisfaisante qu'un système planifié (c'était votre réponse à ma question). ...Personnellement, je pense que l'économie de marché, si elle ne se limite pas à un simple outil réglementé par le pouvoir politique, a vocation à être prédatrice en devenant ultralibérale, c'est-à-dire en creusant sans fin les inégalités. Elle ne serait vertueuse que si la vertu était une marchandise. Ce n'est plus de l'éthique ! ...

Le pouvoir politique, lorsqu'il est démocratique, a pour mission de défendre l'intérêt général. Mais il est possible que la démocratie moderne (mise en oeuvre à partir du 19ème siècle), face au poids du pouvoir économique, ne soit plus à même de remplir sa mission, en particulier face à des problèmes planétaires tels que celui du réchauffement climatique. Deux auteurs se sont récemment interrogés sur le nécessaire renouveau de la démocratie représentative afin d'appréhender la question écologique, Dominique Bourg et Kerry Whiteside, dans un article intitulé For an ecological democracy, daté 01/09/2009, paru dans La vie des idées.fr. En fin d'analyse, ils évoquent le rôle que peuvent jouer les ONG, dans leur diversité, comme vecteurs de compétences et comme relais à l'élaboration d'avis éclairés dans la population. C'est en fait l'émergence de formes de démocratie participative qui est discutée. Dans votre dernier cours, vous avez bien envisagé de nouvelles formes d'intervention politique et de gouvernance....

Guy Evrard

*

Cher Monsieur,

... Soyez persuadé que les points que vous mentionnez retiennent toute mon attention. Il me semble d'ailleurs que les analyses présentées au cours de mes leçons au Collège de France permettent de fournir des éléments de réflexion sur ce sujet, tout particulièrement la cinquième leçon, qui résume bien ma position. Je ne peux que vous inviter à vous y référer....

Nick Stern, Lord Stern of Brentford

Nicholas Stern considère cependant que la volonté politique d'apporter les changements nécessaires ne pourra se trouver que si nous reconnaissons « que les deux principaux défis pour le 21ème siècle, le changement climatique et la lutte contre la pauvreté, vont de pair ». Ce n'est rien d'autre que la reconnaissance de l'interaction profonde entre la question environnementale et la question sociale, discutée précédemment comme un fondement de l'analyse,

aujourd'hui, pour dépasser le capitalisme. Mais la réflexion libérale est aussi capable de cette clairvoyance. En constatant que « Nous sommes la première génération qui a en elle le pouvoir (...) de détruire le lien entre les êtres humains et la planète dans son ensemble », Nicholas Stern avance que seul un accord mondial serait à la mesure du déficit et que cet accord doit reposer sur le principe de l'équité : « Il (l'accord) doit prendre en compte le fait que les pays pauvres seront touchés le plus tôt et le plus durement, et que les pays riches ont le plus de moyens financiers et technologiques, ainsi qu'une responsabilité plus importante en raison de leurs émissions passées. L'équité exige l'adoption de cibles de réductions (des émissions de CO2) très ambitieuses dans les pays riches, un financement conséquent pour l'atténuation (des conséquences du réchauffement) et l'adaptation (à celles-ci), et un partage technologique (avec les pays en développement) ».

Nous n'entrerons pas ici dans le détail de l'analyse et des propositions techniques [6]. Pour Nicholas Stern, « en raison de la gigantesque défaillance de marché que représente l'émission des GES (gaz à effet de serre), les politiques publiques doivent intervenir vigoureusement pour guider les marchés. (...) Mais c'est l'investissement privé qui sera le moteur principal du changement, des ménages (...) aux plus grosses entreprises ». Nous y voilà, et pour que les choses soient bien claires sur le cadre du nouvel ordre écologique : « Si John Maynard Keynes et Harry Dexter White se réunissaient pour concevoir les institutions internationales clés, aujourd'hui plutôt qu'à Bretton Woods en 1944 [**] [9], ils suggèreraient sans doute un autre trio : une Banque mondiale combinée au FMI, une OMC et une Organisation mondiale de l'environnement ». Tout en reconnaissant la nécessité de nouvelles formes de démocratie. Ainsi, pour la nouvelle instance internationale : « La gouvernance de cette nouvelle organisation sera déterminante. Dans les années 1940, une grande partie du monde était colonisée et un petit nombre de pays riches dominait. Une nouvelle organisation doit avoir (...) le droit de concevoir et de déterminer des prises de décision reflétant les droits et les responsabilités de tous les habitants et de tous les pays ». De plus, les ONG sont considérées comme un relais possible avec les populations, concession à la démocratie participative (?) : « Les ONG peuvent servir de porte-parole aux générations futures (...), mettre les gouvernements et les entreprises sous pression. (...) Des groupes de pression internationaux (...) ont été actifs depuis de nombreuses années ».

Ainsi, proposant les transformations nécessaires pour sauver l'essentiel, les travaux de Nicholas Stern offrent une issue au système, face aux désastres écologiques annoncés. Cependant, bien que l'analyse soit, sans aucun doute, techniquement pertinente et utile, on se demande bien comment le capitalisme deviendrait soudainement vertueux sans y être contraint par un rapport de force politique, même dans des circonstances extrêmes. À une telle question, posée en termes mesurés à l'issue du cycle d'enseignement au Collège de France, Nicholas Stern ne pouvait répondre qu'en confirmant son attachement au libéralisme (voir encadré). Dans ces conditions, la véritable écologie émancipatrice d'André Gorz demeure évidemment une idée révolutionnaire.

[*] Magazine littéraire, mars 1977, dossier Écologie - histoire, philosophie et politique

[1] Numéro spécial Trente ans de dialogue avec André Gorz, La Grande Relève, n° 1081, novembre 2007.

[2] Sous la direction de Christophe Fourel, André Gorz, un penseur pour le 21^{ème} siècle, ouvrage collectif avec les contributions de Denis Clerc, Marie-Louise Duboin-Mon, Jean-Baptiste de Foucauld, Dominique Méda, Philippe Van Parijs, Carlo Vercellone, Patrick Viveret et Jean Zin, La Découverte éd., Cahiers libres, Paris, 2009.

[3] André Gorz, Leur écologie et la nôtre, Le Monde diplomatique, n°673, avril 2010, p.28. Reprise d'un texte paru en avril 1974 dans le mensuel Le Sauvage et publié en 1975 aux éditions Galilée, sous le nom de Michel Bosquet, en introduction du recueil Ecologie et politique.

[4] Jean-Marie Durand, André Gorz, un penseur pour le 21^{ème} siècle, Les Inrockuptibles, n° 737, 13 janvier 2010. Texte repris dans La Grande Relève n°1100, juillet 2009, pp.12-13.

[5] La "Stern Review" : l'économie du changement climatique. Note de synthèse :

http://www.esseclive.com/partage/articles/net-impact/stern_shortsummary_french.pdf

[6] Nicholas Stern, Gérer les changements climatiques, promouvoir la croissance, le développement et l'équité, Collège de France, Chaire Développement durable - Environnement, Energie et Société, Année académique 2009-2010. (<http://www.college-de-france.fr/>).

Leçon inaugurale : même intitulé, Collège de France / Fayard éd., mai 2010.

[7] Jean Zin, L'écologie politique, une éthique de libération, 21/6/2008.

<http://jeanzin.fr/index.php?post/2008/06/21/139-l-ecologie-politique-une-ethique-de-liberation>

Également dans référence 3 : Jean Zin, André Gorz, pionnier de l'écologie politique, chap.3, pp.57-75.

[8] André Gorz, Ecologica, Galilée éd., Paris, 2008.

[**] En 1944, à Bretton Woods, il s'agissait, pour les puissances occidentales, d'impulser une nouvelle organisation du capitalisme mondial, qui éviterait à l'avenir la spirale infernale qui a entraîné la grande dépression des années 1930, puis la seconde guerre mondiale, et capable de désamorcer la concurrence du modèle socialiste. La mise en place d'une nouvelle architecture monétaire internationale oppose principalement Keynes (représentant de l'ancienne puissance mondiale - la GB), qui défendait l'idée d'une véritable monnaie internationale distincte des devises nationales et supervisée par une banque centrale mondiale et White (représentant de la nouvelle puissance - les Etats-Unis). On sait que le dollar, seule monnaie convertible en or, est devenue la clé de voûte du système monétaire international, placé sous la garde du FMI[9].

[9] Xavier De La Vega, Les prémices de la Pax americana, Sciences Humaines, hors-série spécial n°11, La Grande histoire du capitalisme, mai-juin 2010, pp.48-49.